

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT  
DU 26 JUIN 2019**

JP/VA

**OBJET : 1.3. INVESTISSEMENTS – EAU POTABLE – PRODUCTION ET DISTRIBUTION À L'USAGER – TRAITEMENT AGRESSIVITÉ – ÉTUDE DE FAISABILITÉ – APPROBATION ENGAGEMENT OPÉRATION**

L'an deux mille dix-neuf, le vingt-six du mois de juin à quinze heures trente minutes, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Étaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,  
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat  
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat  
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,

Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,  
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,  
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,

Étaient excusés :

M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,  
M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Angelin RAMANMALI

**OBJET : 1.3. INVESTISSEMENTS – EAU POTABLE – PRODUCTION ET DISTRIBUTION À L'USAGER  
TRAITEMENT AGRESSIVITÉ – ÉTUDE DE FAISABILITÉ – APPROBATION ENGAGEMENT  
OPÉRATION**

**(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).**

La Préfecture de l'Ardèche, au travers des arrêtés de déclaration d'utilité publique rédigés par l'A.R.S., demande au SEBA de traiter l'agressivité de l'eau sur de nombreuses ressources syndicales.

Des travaux d'installation de systèmes de traitement sont en cours de réalisation sur Prunet et Chazeaux.

Une consultation portant sur le traitement de l'agressivité a été lancée au second semestre 2018 pour les ressources de **Faugères et de Ribes**, mais aucune offre n'a été reçue, du fait de la relative complexité de la mise en place de filières de traitement sur de petites structures pour des entreprises locales non rodées à ce type de travaux.

Aujourd'hui, dans le cadre d'une approche plus globale, il est envisagé de lancer une étude de faisabilité du traitement de l'agressivité sur ces deux sites ainsi que sur celui de la **Cham du Cros**.

Cette étude comportera :

- La collecte et l'analyse des données nécessaires au diagnostic de départ pour chaque site (analyses physico-chimiques, débits mis en distribution, surfaces disponibles, alimentation électrique présente ou non, etc),
- L'évaluation de l'impact de l'agressivité sur les réseaux,
- Les propositions de plusieurs filières de traitement adaptées aux caractéristiques de chaque site, avec dimensionnement des équipements, descriptif des modalités d'entretien et de maintenance (avantages /inconvénients de chaque filière),
- Le chiffrage des diverses filières au niveau « investissements » et « exploitation/maintenance »,
- L'élaboration d'un avant-projet sommaire.

Il est proposé de faire appel à un bureau d'études spécialisé. Les conclusions de cette étude devront être suffisamment claires et motivées pour permettre au syndicat de déterminer ses choix en parfaite connaissance de cause.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019, opération 111.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical décide, à l'unanimité des membres présents, de :

- **ENGAGER** cette étude de faisabilité pour un coût estimé à 20 000 € HT ;
- **SOLLICITER** les aides de l'Agence de l'Eau ;
- **AUTORISER** le président à lancer la consultation dans le cadre d'un MAPA, sur la base des critères suivants :
  - Valeur technique (appréciée notamment en fonction de la note méthodologique du candidat, de son appréhension du contexte, des moyens et de la qualification du candidat) avec une pondération de 60 % ,
  - Prix avec une pondération de 40 % ;
- **AUTORISER** le président à signer tous documents à cet effet.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL